



Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12 · Numéro 1, 21 janvier 2011

LIGNE DE FOND.....	1
OMC : En dépit des divergences qui les séparent, les négociateurs espèrent conclure le cycle de Doha en 2011.	1
Nouvelles de l'omc.....	2
Les négociations sur l'agriculture doivent viser des "modalités" pour le premier trimestre de 2011 ...	2
ADPIC : un projet de modalité pour établir un registre des indications géographiques pour les vins et les spiritueux attendu en 2011.....	3
SUR LE FIL.....	4
Le troisième examen de l'aide au commerce est prévu en 2011 : quelles implications pour les PMA ?	4
Vers une nouvelle crise alimentaire en 2011?	5
Nouvelles regionales.....	6
L'agriculture et l'intégration au cœur de la prochaine foire internationale de Dakar.....	6
APE : Les APE toujours indésirables en Afrique, les OSC kenyane montent au créneau pour les dénoncer	6
Evénements et publications.....	7
Evénements.....	7
Publications	7

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Bathie CISS, Cheikh Tidiane DIEYE et Aissatou DIALLO

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux.

LIGNE DE FOND

OMC : En dépit des divergences qui les séparent, les négociateurs espèrent conclure le cycle de Doha en 2011.

Le retard accusé par les négociations du cycle de Doha commence à agacer certains acteurs. Le Directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, est à leur tête. Beaucoup de ces acteurs pensent que 2011 doit être enfin la bonne année. Ils suggèrent comme démarche de s'engager à fond dans les sujets et essayer d'en sortir les convergences suffisantes pour une conclusion du cycle de Doha. Comme l'a souligné M. Lamy, « il ne suffit plus d'avoir des répondeurs autour de la table. Il nous faut maintenant avoir des négociateurs et tous les négociateurs doivent être prêts à sortir de leur zone de confort pour parvenir à un accord. Personne ne peut plus se fixer de ligne rouge à priori. Tous les membres doivent être en mesure de s'engager quant au fond sur une base "sans préjudice", dans le cadre de l'engagement unique ».

Le constat aujourd'hui est que les réunions se suivent et se ressemblent. Du G 20 aux petits groupes des PMA, ce ne sont qu'un ensemble d'engagements qui se prennent sans lendemains concrets. Il s'y ajoute que les multiples appels du DG de l'OMC n'ont pas pour autant levé les blocages dans un certain nombre de secteurs clés.

Tout semble reposer sur les épaules des négociateurs, à qui l'on demande de faire « preuve de souplesse, d'esprit de compromis et d'attitude constructive ». Mais à y regarder de près, ces derniers ne peuvent aller loin s'il n'y a pas derrière une volonté forte des états, suivie d'actions concrètes qui se traduisent par une évolution certaine dans les positions de négociation. La réalité des négociations montre qu'entre la

volonté déclarée des Etats et les actes posés il y a un écart. Les délégués agissent dans le strict cadre du mandat reçu de leurs Etats, un mandat qu'ils cherchent à respecter scrupuleusement. Ils deviennent alors, comme l'a souligné Lamy, « des messagers » sans aucun pouvoir de négociation ne pouvant donc prendre aucun engagement de la part de leur mandataire. C'est pourquoi, Lamy plaide pour que les délégations fassent « en sorte que leurs représentants, à quelque niveau que ce soit, soient mandatés pour négocier ». Toujours dans son élan d'optimisme, il pense que tout est en place pour aller de l'avant, puisqu'en plus de l'approche « cocktail », du programme de travail défini et adopté par tout le monde, « les participants ont convenus qu'ils avaient désormais la volonté politique nécessaire, les compétences techniques et le programme de travail ».

L'autre difficulté à résoudre est celle relative à la « conception de ce que contiendrait le paquet final ». Deux options s'affrontent à ce niveau. Certains considèrent que le processus sur l'étendue et le contenu de ce paquet final doit d'ores et déjà faire l'objet d'échanges. D'autres estiment qu'il faut attendre de disposer des textes des groupes de négociations avant de s'atteler à cette tâche et cela d'autant plus que ce sont les progrès substantiels qui sortiront des groupes de négociation qui alimenteront le paquet final.

En tout état de cause, les principaux goulots d'étranglement du cycle sont toujours présents, et la question principale qu'il faut se poser est celle de savoir si les membres de l'OMC montreront suffisamment de volonté pour que la conférence ministérielle qui sera convoquée en 2011 soit plus qu'une rencontre au sommet sans résultats.

NOUVELLES DE L'OMC

Les négociations sur l'agriculture doivent viser des “modalités” pour le premier trimestre de 2011

Le premier semestre de 2011 pourrait être une période d'intenses discussions au niveau de l'agriculture. En effet, à partir de la deuxième

semaine du mois de janvier 2011, les négociateurs sur l'agriculture entameront la dernière ligne droite pour produire un projet de “modalités” révisé quasi-définitif. Ce travail qui doit se terminer en fin mars est central pour la conclusion du Cycle de Doha dans sa totalité.

Quatre éléments seront au cœur des discussions :

- Questions en suspens, y compris celles désignées comme “entre crochets ou autrement annotées” dans le projet de décembre 2008 et les documents connexes.
- Clarification des points qui sont apparus peu clairs dans le texte de décembre 2008, tels que ceux qui ont été soulevés dans un document de l'Argentine, de la Chine et de l'Inde
- Correction des erreurs typographiques.
- Données complémentaires qui devront être jointes aux “modalités”, par exemple données sur les valeurs de production à utiliser pour calculer les nouvelles limites en matière de soutien interne et sur la consommation intérieure pour établir de nouveaux contingents tarifaires.

Ces travaux viendront compléter les consultations du président du groupe. L'ambassadeur Néo-Zélandais David Walker, qui préside les négociations agricoles à l'OMC, a annoncé des consultations sur les questions en suspens le 17 Janvier. Le Directeur Général de l'OMC Pascal Lamy a encouragé les présidents à développer des textes révisés en préparation d'une possible réunion ministérielle en Juin ou Juillet. Ayant lieu parallèlement aux discussions sur les produits industriels, les négociateurs pourraient forger des compromis entre les deux domaines de négociation. Sur l'agriculture, des discussions devront d'abord se concentrer sur les quelques questions que le président avait identifiées comme étant en circulation dans un rapport de mars 2010.

Walker s'attend à ce que les discussions adressent les points suivants : la simplification de la structure des tarifs, le "mécanisme de sauvegarde spéciale" permettant aux pays en développement de monter des barrières tarifaires dans le cas d'une hausse des importations ou d'une baisse des prix soudaines;

l'autorisation d'imposer des quotas d'importation aux produits "sensibles". De plus, Walker a précisé qu'il était nécessaire de continuer le travail technique sur les données à fournir lors de la prise des engagements négociés. Les sujets sur lesquels les membres ont demandé des éclaircissements supplémentaires seraient également discutés, a-t-il dit, et quelques erreurs typographiques seraient corrigées. Néanmoins, les sources indiquent un nouvel élan qui inspire les négociations. "L'atmosphère a changé", affirme un négociateur Bridges. «Les gens disent qu'ils sont engagés à relever leurs manches», a noté une autre source.

En même temps, les délégués sont conscients du fait que le coût de l'échec pourrait être énorme. "Si nous ne sortons pas de cette voie sans issue dans l'année à venir, toute la crédibilité du système multilatéral risque d'être perdue", confirme un négociateur. Tous les yeux sont désormais tournés vers Washington avec de nombreux pays qui cherchent une volonté de relancer les pourparlers du côté américain. Des pays comme le Brésil et l'Argentine se prononcent en faveur d'une approche holistique aux textes, plutôt que de se concentrer uniquement sur les questions qui étaient en manque d'accord. Cependant d'autres membres, tels que l'Union Européenne, ont dit ne pas vouloir rouvrir les parties du texte sur lequel un consensus provisoire avait déjà vu le jour.

Un délégué a noté que les pays devaient examiner s'ils étaient «toujours d'accord» sur ce qu'ils avaient convenu en 2008, au moment où les membres de l'OMC étaient au plus proche d'un accord multilatéral. D'autres ont cautionné que le texte actuel ne présente en aucune mesure un document adopté. Certains ont noté que le nombre limité de points de désaccord qui subsistent dans l'agriculture indique que les négociateurs devraient concentrer leurs efforts ailleurs, notamment dans l'AMNA, dans une référence aux pourparlers sur les produits industriels.

Les grandes puissances commerciales continuent à se réunir en petits groupes de discussions bilatérales, selon des sources, afin d'explorer de façon informelle si les partenaires sont prêts à discuter de nouveaux compromis et des concessions. Un groupe de onze principaux partenaires commerciaux, qui se sont réunis

récemment pour discuter des pourparlers, devraient se réunir à nouveau en Janvier, selon ces sources. Le groupe est baptisé G-11 et représente une coupe transversale des intérêts dans les négociations, notamment l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, l'UE, l'Inde, le Japon, l'île Maurice, l'Afrique du Sud et les États-Unis. Néanmoins, un négociateur souligne que les délégués des pays en développement n'ont pas à s'inquiéter parce que le processus ne perdra pas son aspect inclusif, transparent et participatif.

Un fonctionnaire a demandé quel progrès pourrait être réalisé avant le retour de Walker à la capitale en avril. «Le calendrier est extrêmement serré», a soutenu le négociateur. On s'est demandé s'il serait effectivement possible d'élaborer un texte de négociation révisé sur l'agriculture d'ici la fin de Mars. Les hauts responsables du commerce, comme Walker, sont censés participer à la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos durant la dernière semaine de Janvier. Traditionnellement, les négociateurs y cherchent à trouver les signaux de volonté politique des pays à avancer dans les négociations à l'OMC. «Il ya beaucoup de points d'interrogation», remarque un fonctionnaire, qui a néanmoins noté que "tout d'un coup les choses pourraient bouger, s'il y avait la volonté politique".

source ICTSD

ADPIC : un projet de modalité pour établir un registre des indications géographiques pour les vins et les spiritueux attendu en 2011

Les indications géographiques ont été au cœur des négociations dans le cadre de l'ADPIC durant l'année 2010. En 2011, on s'attend à ce que les discussions évoluent afin d'aboutir à un texte.

Durant l'année précédente, l'essentiel des pourparlers portaient sur les procédures d'enregistrements des IG. Six points ont occupé les délégués dans ces discussions :

- la notification — par exemple, comment notifier un terme, à quel membre cette

tâche incombe-t-il ? (élément également lié à la “participation”);

- l'enregistrement — par exemple, comment gérer le système, quel serait le rôle du Secrétariat de l'OMC;
- les effets/conséquences juridiques de l'enregistrement, en particulier les engagements ou obligations pouvant découler de l'enregistrement d'un terme pour les membres (élément également lié à la “participation”);
- les taxes et les coûts — y compris qui devrait les prendre en charge;
- le traitement spécial accordé aux pays en développement (officiellement, “le traitement spécial et différencié”);
- la participation — le point de savoir si le système est entièrement volontaire, ou si l'enregistrement d'un terme aurait des incidences sur tous les Membres de l'OMC.

Au cours des semaines à venir l'ensemble de ces points feront l'objet de discussions selon l'agenda décliné par le Président du groupe de négociation. Elles se feront point par point. Il faut rappeler que cette question des enregistrements devrait être résolue de façon définitive depuis la 5^{ème} conférence ministérielle. C'est en tout cas ce qui ressortait de la déclaration ministérielle de Doha en son paragraphe 18. Qui dispose ce qui suit : “En vue d'achever le travail amorcé au sein du Conseil sur les aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (Conseil ADPIC) sur la mise en oeuvre de l'article 23.4, nous convenons de négocier la mise en place d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques au titre des vins et des alcools, d'ici à la Cinquième session de la Conférence ministérielle. Nous notons que les questions liées à l'octroi de la protection des indications géographiques prévu à l'article 23 aux produits autres que les vins et les alcools, seront abordées par le Conseil ADPIC conformément au paragraphe 12 de la présente Déclaration”.

En tout état de cause, les membres du comité semblent être déterminés à aller de l'avant. Pour discuter des 6 points cités plus haut, 3 positions ont été dégagées. La première sous la conduite de

l'Afrique du Sud établit le registre sous la forme d'une base de données. Les Membres seraient libres de participer ou non au registre. Les autorités chargées de la propriété intellectuelle des membres participants consulteraient la base de données lorsqu'elles envisageraient la protection de marques de commerce ou d'indications géographiques dans leurs pays.

La seconde proposition envisage un compromis négocié entre ses auteurs. cette proposition envisage un système s'appliquant à tous les membres qui auraient néanmoins le choix d'enregistrer ou non leurs indications géographiques. Ces deux propositions sont en concurrence avec une troisième conduite par Hong Kong et la Chine. Elle suppose que si un terme est enregistré, cela constituerait une preuve préliminaire (“prima facie”) du titulaire du terme, du fait que le terme est protégé dans le pays d'origine. Ce système devrait selon ses initiateurs être appliqué pour une période initiale de quatre ans et pour être ensuite soumis à examen.

SUR LE FIL

Le troisième examen de l'aide au commerce est prévu en 2011 : quelles implications pour les PMA ?

L'aide au commerce ferait l'objet d'une 3^{ème} évaluation en 2011. Après les exercices faits en 2007 et 2009, le troisième Examen global aura lieu à Genève, les 18 et 19 juillet 2011.

Il s'agira pour cette fois de voir non seulement les tendances mondiales mais aussi les résultats et les incidences de l'aide au commerce sur le terrain.

Beaucoup de pays en développement, et en particulier les moins avancés, ont bénéficié d'une assistance pour renforcer leurs capacités du côté de l'offre et améliorer leurs infrastructures liées au commerce. En effet depuis la mise en place de l'aide au commerce en 2005, une assistance technique et financière est fournie aux pays en développement pour les aider à “produire plus et mener plus efficacement leurs transactions commerciales”. L'objectif est de permettre à ces

pays de faire face aux coûts d'ajustements mais aussi et de façon générale d'accroître leur part du commerce mondial.

Le contexte de crise dans lequel se trouvent les membres confirme la pertinence de cet outil. Et les propos du Président du Groupe de travail technique régional chargé de l'Aide pour le commerce dans la région Asie-Pacifique, M. Pan Sorasak, confirme l'importance de l'aide au commerce. Il a dit à propos de l'aide que "la crise financière mondiale a entraîné un choc économique considérable et nous avons perdu de nombreux emplois. L'Aide au commerce peut jouer un rôle crucial pour le processus de reprise économique dans notre pays... en particulier au lendemain de la crise."

Les résultats positifs de l'aide au commerce ne sont donc plus à démontrer, et c'est sur la base de ces résultats constatés lors du dernier examen qu'un nouveau Programme de travail a été décliné pour 2010-2011. Selon l'OMC, « ce Programme fait la synthèse des progrès accomplis et entretient l'élan dans un certain nombre de domaines clés, y compris la mobilisation des ressources, la mise en œuvre de l'initiative, en particulier par le biais de la coopération régionale, le suivi, et l'obtention d'une participation accrue du secteur privé ».

L'engouement pour cette aide peut aussi se mesurer par les engagements des donateurs. En effet, depuis 2005, l'aide au commerce s'est accrue. comme l'a déjà souligné le DG de l'OMC Pascal Lamy « il est primordial que le niveau des flux d'Aide au commerce se maintienne à l'avenir ». Et l'engagement a été pris lors du sommet du G 20 à Toronto de "maintenir l'impulsion en ce qui concerne l'Aide au commerce".

Parmi les résultats attendus de cet examen, il faut citer l'urgence de coordonner de manière efficace les actions des multilatéraux et des bilatéraux, et de rendre le financement de l'Aide au commerce plus sûr et plus prévisible.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si l'aide au commerce est un instrument suffisant pour que les pays en développement prennent d'avantages d'engagements dans le cadre du cycle de Doha. Autant il y a un besoin pour cette aide,

autant il est nécessaire de prendre beaucoup plus en compte le traitement spécial et différencié, de l'inscrire au cœur de la participation de ces pays au commerce mondial.

Vers une nouvelle crise alimentaire en 2011?

On pensait qu'en 2011 on ne parlerait plus de crise alimentaire. Mais les prévisions disent tout le contraire. En effet, des voix se sont élevées pour tirer la sonnette d'alarme. Dans un entretien accordé au journal « les échos » en début de semaine, le rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation de l'ONU tire le signal d'alarme sur la hausse des prix des denrées alimentaires. Il estime que *"les stocks ont été regarnis en 2008 et en 2009, mais l'écart entre la réalité de ces stocks et l'évolution des prix sur les marchés est parfois considérable. En ce sens, nous vivons aujourd'hui le début d'une crise alimentaire similaire à celle de 2008"*.

Certains pays se trouveraient dans une « situation de déficit alimentaire. Une hausse très dangereuse pour ces pays. C'est pourquoi il ne faut pas répéter les erreurs commises il y a trois ans » a-t-il laissé entendre. Le cas de l'Algérie est une parfaite illustration. En effet, ce pays a renoué avec les émeutes de la fin au début du mois de janvier ce qui a causé beaucoup de morts à l'issue des affrontements entre les populations et les forces de l'ordre.

Poursuivant son analyse, le rapporteur général estime qu'« aujourd'hui comme en 2008, il n'y a pas de problème de pénurie. Mais, lorsque des informations sur des incendies en Russie, une canicule en Ukraine, des pluies trop fortes au Canada ou autres s'accumulent, certains opérateurs de marché préfèrent ne pas vendre tout de suite, tandis que les acheteurs cherchent à acheter autant que possible. Si tout le monde fait ça, les prix augmentent ». Dans le même ordre d'idée, d'autres voix se sont jointes à celle de Mr Shuter. Il s'agit du Directeur de la FAO, Jacques DIOUF, qui estime que *« la reprise de l'activité économique nous ramènera au point de départ »* alors, le directeur de l'Institut pour les négociations agricoles internationales, Ernesto Liboreiro notait que *« le redressement économique ira de pair avec des prix céréaliers rebondissant d'ici à la deuxième moitié de 2011 vers les records de l'an dernier »*.

Concrètement, on note une relative stabilité des produits comme le riz. Pour beaucoup de commerçants de cette denrée « la sécheresse ayant frappé l'Inde – le pays va devoir importer – et les cyclones balayant les Philippines entraîneront les cours vers les 1000 dollars la tonne atteints début 2008 ». Même si certains pensent que la production de petits producteurs comme la Birmanie, le Cambodge ou le Brésil pourraient combler les déficits indiens. Comme l'a souligné Patricio Mendez del Villar, spécialiste du riz au Cirad à Montpellier, la situation de 2008 pourrait se représenter si beaucoup de pays suivaient les Philippines qui tirent actuellement les cours vers le haut, car, anticipant le renchérissement de 2010, elles cherchent à boucler des livraisons pour l'an prochain... mais aux prix actuels».

Que faire :

Olivier de Schutter propose de « Lisser les prix » puisque *"si les réserves sont gérées avec les organisations paysannes, cela protégera producteurs et consommateurs contre des prix très volatils"*. Il faut ajouter à cette proposition une meilleure gestion des marchés.

NOUVELLES REGIONALES

L'agriculture et l'intégration au cœur de la prochaine foire internationale de Dakar

Le Sénégal organise la 19e édition de la Foire internationale de Dakar (Fidak). Cette foire est un grand rendez vous d'échanges qui se tient traditionnellement tous les deux ans à Dakar. Elle offre ainsi une place de marché pour des producteurs venus du monde entier. L'édition de 2011 se tiendra du 19 février au 7 mars 2011 à Dakar plus précisément au centre international de commerce et d'échanges du Sénégal.

Le thème de cette 19e édition est placé sous le signe de 'l'agriculture comme levier d'intégration économique régionale'. Une première dans l'histoire de cette foire commerciale. Une telle initiative résulte de la volonté des plus hautes autorités sénégalaises de faire de la « Révolution verte » le moteur du développement dans l'espace

intégré ouest-africain constitué par l'Uemoa et la Cedeao.

La pertinence d'un tel thème est que la CEDEAO s'est lancé dans un processus d'intégration par les peuples. Il est désormais admis que les échanges agricoles contribueront fortement à rapprocher les peuples mais et surtout permettront de faire face aux crises alimentaires récurrentes. Mais cela suppose que les différentes agricultures puissent se compléter. En d'autres termes il faut une agriculture diversifiée et complémentaire.

APE : Les APE toujours indésirables en Afrique, les OSC kenyane montent au créneau pour les dénoncer

L'UE persiste dans sa stratégie de faire signer les pays individuellement en ignorant les exigences liées à l'intégration régionale. Cette situation, on la retrouve dans l'ensemble des régions de l'Afrique qui négocient cet accord. Les multiples plaintes des organisations de société civile et de certains Etats n'y ont rien fait. Le processus se poursuit même s'il connaît, il est vrai, une certaine lenteur. C'est pourquoi les organisations de la société civile ont aussi maintenu leur mobilisation dans de nombreuses régions d'Afrique. C'est le cas en Afrique de l'Est où la société civile kenyane est montée récemment au créneau. La Commission nationale des droits de l'homme du Kenya (KHRC) a en effet récemment appelé le gouvernement à abandonner les négociations sur l'accord de partenariat économique (APE) avec l'UE, soutenant que l'introduction de cet accord accentuera la dépendance vis-à-vis de l'Union européenne.

Le principal point introduit par ces APE qui est la réciprocité pèserait d'un poids extrêmement lourd dans l'économie du pays. Cette situation se retrouve dans la plupart des pays ACP. Ceux qui ont signé comme ceux qui ont paraphé. Aujourd'hui aucun pays ACP et particulièrement africain ne peut faire face à la concurrence des grandes entreprises européennes dans son propre marché à plus forte raison dans le marché régional. La croissance durable dont l'accord

devrait aboutir n'est finalement qu'un leurre. L'accord qui devait faciliter, entre autres, l'intégration est en phase de saborder l'ensemble des efforts jusque là fourni par la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). La commission kenyane des droits de l'homme estime qu'à partir de ce moment, la priorité est à l'intégration économique régionale avec des pays qui répondent à des aspirations communes en matière de développement économique sur le continent.

La commission appelle à une évaluation de l'impact des APE sur les droits humains.

Beaucoup d'autres griefs ont été soulevé contre les APE. . Il y'a principalement le fait que l'accord poserait une difficulté aux échanges de produits manufacturés et semi-manufacturés pour lesquels le pays dispose d'un avantage comparatif dans la région. Au nombre des griefs, il faut ajouter la concurrence qu'un tel accord pourrait engendrer au niveau de la production agricole, ce qui entraîne une série de problèmes pour la sécurité alimentaire au moment où l'ont fait face à des risques de crise alimentaire. . Le ministère Kenyan du commerce a justifié l'action du gouvernement en affirmant que les produits agricoles et manufacturés étaient exclus de la libéralisation. Le gouvernement a déclaré qu'il négociait actuellement des subventions destinées aux agriculteurs pour leur permettre d'améliorer davantage la compétitivité à l'échelon national.

Source: bilaterals.org, note ENDA

EVÉNEMENTS ET PUBLICATIONS

Evénements

OMC

25 janvier, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

31 janvier, OMC, Genève Conseil du commerce des marchandises

4février, OMC, Genève Groupe de négociation sur les règles – Accords

Commerciaux régionaux

Hors OMC

31 janvier – 1 février 2011
Forum mondial sur les produits de base: deuxième réunion, Palais des Nations Genève, www.unctad.org

2–4 février 2011, Réunion d'experts pluriannuelle sur l'investissement au service du développement, troisième session. Palais des Nations Genève, www.unctad.org

Publications

CNUCED ; rapport 2010 sur les PMA, New York et Genève, 2010

Maya Forstater and all.; Corporate responsibility in African development: insights from emerging dialogue. This paper, authored by Chinese and international scholars and practitioners, builds on the results of a Beijing workshop dedicated to corporate responsibility and the business of development in Africa. **IISD, 2010**

John Drexhage, A Victory for Multilateralism? A commentary on the UNFCCC negotiations in Cancun, Mexico. **IISD, 2010.**

CNUCED, Trade and Development Report, 2010. The Trade and Development Report (TDR) 2010 focuses on employment, globalization and development. It reviews recent trends in the global economy, concluding that the recovery of the global financial and economic crisis remains fragile and uneven. The Report examines the potential impact on developing countries of macroeconomic policies and ongoing adjustments in major economies.

OMC ; Governments, Non-State Actors and Trade Policy-Making: Negotiating Preferentially or Multilaterally? Publié sous la direction d'Ann Capling, Université de Melbourne, et de Patrick Low, OMC. Co-publié par Cambridge University Press en 2010.